midi-pyrénées

la cgt

comité régional

Lettre ouverte aux congressistes de l'Association des Régions de France et à Manuel Valls, Premier Ministre

Contre l'austérité, le pacte de responsabilité, la réforme territoriale, la CGT se mobilise pour une politique de la demande et de développement humain durable dans un cadre démocratique !

Après l'ovation par le MEDEF de la politique de droite menée actuellement, le président de la république et vous même, Monsieur le premier ministre, continuez dans la voie de l'austérité coûte que coûte, y compris en mettant gravement en danger la démocratie et la république par une utilisation honteuse du chantage à la dissolution et de «l'arme du Front national». Nous dénonçons également les autres atteintes que vous voulez porter à la démocratie par l'utilisation de l'ordonnance et la mise à bas des seuils sociaux.

Mesdames et messieurs les président(e)s de régions, pour ce qui vous concerne, l'ordre du jour du congrès de votre Association des Régions de France (ARF) ce jour à Toulouse, confirme le projet de réforme territoriale. Regroupement des régions, nouvelles intercommunalités, transferts de compétences, privatisation et mise en concurrence des territoires sont au menu.

L'ordre du jour est sans ambiguïté sur votre acceptation du processus dans ses fondamentaux, même s'il persiste quelques désaccords à la marge. Ces derniers portent plus sur la forme que sur le fond et le sens de la réforme. A ce titre, on peut lire dans les thèmes prévus: *«accompagner l'audace, innover, entreprendre, développer »*. A n'en pas douter, l'exemple de l'avenir « mirifique » de la future métropole toulousaine tel qu'il nous a déjà été vendu sera un argument des débats. Mais de quelle audace et innovation parle-t-on?

L'audace et l'innovation de la métropole, pôle d'excellence régional, parlons en!

Alors que les rumeurs persistantes de menaces sur l'emploi au sein du groupe Fabre viennent confirmer qu'après SANOFI et après le transfert au rabais et sous contrainte de moyens du centre Claudius Régaud, l'oncopôle pourrait d'ores et déjà se révéler comme une vitrine en forme de coquille vide. D'autant que la municipalité annonce son choix d'annuler le projet de transport collectif le relayant au CHU.

Les effets d'annonces sur les soi-disant bienfaits de la réforme territoriale s'en trouveraient contredits par l'exemple toulousain, le tout sur les décombres de l'industrie chimique. Où seraient donc passés les 4 000 emplois annoncés ? Sachant que dès le départ, un grand nombre n'était que des transferts et non des créations nettes.

Toujours en matière d'excellence, la casse d'Astrium qui est un secteur au sommet des technologies de pointes et de la recherche, malgré des carnets de commande pleins, démontre à quel point, le territoire régional n'est que le support et le terrain de jeux du capitalisme sauvage à la concurrence libre et non faussée organisée à l'échelle mondiale (voir le projet de traité transatlantique).

La réforme territoriale, un projet de privatisation des territoires et de la puissance publique au service de la finance et contre le monde du travail

Monsieur le Premier Ministres, Mesdames et Messieurs les Président(e)s de Régions, dans le

cadre de votre« politique de l'offre » et pour répondre aux exigences de l'Union européenne et du capital, vous entendez adapter, par une réforme globale, l'organisation institutionnelle de notre pays, de l'État aux communes. Vous voulez construire des «territoires entreprises», c'est à dire, adapter les territoires, notamment les régions et les métropoles ainsi que les règles qui les régissent aux besoins exclusifs du capital!!

Les salariés refusent cette adaptation aux nouvelles donnes du capitalisme, de sa compétition économique mondiale qui est mise en cohérence avec le projet actuel de traité transatlantique et tous les autres traités visant à la libéralisation sans fin des échanges brisant toutes les capacités de régulation publique.

Elle conduit au renforcement de l'austérité et à l'accroissement des inégalités sociales et territoriales que la CGT combat.

Depuis l'arrivée de Sarkozy et de sa bande du Fouquet's, le Président de la république est devenu le «PDG de l'entreprise France», sous contrôle du conseil d'administration que constitue le MEDEF. Il faut entendre l'appareil d'État dans son ensemble, c'est à dire en incluant toute la sphère publique dont les collectivités locales. Cette réalité est confirmée en 2014 par l'exécutif, notamment avec les événements qui ont fait l'actualité politique et économique en ce mois d'Août (remaniement, discours du 1er ministre devant le Medef et à la Rochelle.)

Les conséquences pour les populations et les salariés seraient terribles, elles se caractériseraient principalement par :

- L'institutionnalisation de la mise en concurrence des normes et des droits des salariés, entre territoires, le tout en nivelant par le bas, bien sûr! C'est tout l'édifice national et homogène du droit du travail et tout ce qui s'y rattache, y compris la protection sociale qui serait mis en danger constitutionnellement.

- ✓ L'abandon accru de la présence des services publics et la réduction drastique des services et administrations de l'État, notamment à l'échelon départemental et régional.
- ✓ La mise sous tutelle complète des collectivités locales par les grands groupes privés, notamment du BTP et des sociétés de services.
- ✓ La suppression d'échelons démocratiques de proximité et le renvoi des décisions à d'obscures instances de plus en plus éloignées des citoyens.
- ✓ La mise en œuvre d'un vaste plan social permettant la suppression de milliers d'emplois publics locaux et à terme de nouveaux déserts territoriaux.

La CGT demande une consultation des populations et propose une autre organisation territoriale qui redonne sens et force à la démocratie, qui porte l'exigence du développement humain comme objectif prioritaire de l'action publique, qui s'appuie sur le service public et la Fonction publique comme outils garants et de la satisfaction des besoins de la population dans le respect de l'intérêt général et de l'égalité républicaine. La construction du rapport de force pour définir ce que doit être le développement en Midi-Pyrénées et quels sont les moyens pour y répondre sont des priorités pour le Comité régional Midi-Pyrénées.

C'est tout l'édifice du « modèle français » qui est en jeu. C'est sans précédent !

Une politique anti sociale et anti économique.

Cette réforme participe à la baisse de 50 milliards des dépenses publiques votées par l'assemblée nationale. Le but est de diminuer les dépenses publiques utiles, racketter par l'impôt le contribuable, non pas pour diminuer le déficit public (il reste sensiblement constant d'une année sur l'autre) mais pour exonérer le patronat de toute contribution sociale. **Aujourd'hui, les 50 milliards que vous voulez ponctionner sur le budget de l'État, ce ne sera pas des économies, ce sera du détournement d'argent public dans les poches des actionnaires par le biais du pacte de responsabilité!**

Cette politique entraîne le pays dans le chômage de masse, la récession et la misère : elle est tout entière au service des rentiers et nantis. Ce ne sont pas les chômeurs, les précaires, les immigrés ou les sans papiers qui sont des assistés, ce se sont les grands patrons et les actionnaires et eux seuls car ils vivent aux crochets du monde du travail!

Preuve supplémentaire de la dérive anti-démocratique: l'affirmation du président d'inscrire dans la constitution le rôle du dialogue social et la place des grandes organisations représentatives s'est transformée, sur injonction du Medef, en remise en cause des seuils sociaux privant ainsi des millions de salariés de toute représentativité.

Les salariés qui défendent leurs emplois et leur entreprise, leur service public ou leurs conventions collectives sont, au moindre conflit systématiquement, dénigrés comme l'ont clairement montré les campagnes médiatiques orchestrées par le gouvernement vis-à-vis par exemple des cheminots ou des intermittents du spectacle et ces jours derniers des pilotes d'Air France.

Plus globalement, c'est toute expression sociale qu'entend étouffer le gouvernement. Une telle politique de mépris des citoyens ne peut que renforcer l'incompréhension, le désarroi et l'exaspération. En fermant la porte à toute perspective sociale, comme l'avait fait Sarkozy, elle permet au Front National de prospérer sur la misère.

Des alternatives existent : elles passent par l'intervention des salariés.

Pour une politique de la demande et de développement humain durable dans un cadre démocratique !

Oui Monsieur Valls personne n'aime autant l'entreprise que les salariés et leurs syndicats! Car oui, l'entreprise est la solution mais à condition de la débarrasser de ses prédateurs qui vous applaudissent et de la redonner à ses vrais propriétaires: les salariés et leur travail !

Oui Monsieur Valls, la fonction publique et les services publics pour la justice et la cohésion sociale, c'est la solution, mais à condition de les débarrasser de leurs prédateurs et de les redonner aux vrais propriétaires: les citoyens de ce pays !

Non Monsieur Valls, l'austérité et la politique de l'offre ne sont pas la solution, elles sont le problème !

Relancer le pourvoir d'achat

Les dividendes ont augmenté de 30% en 2013. Quel scandale en pleine crise !

Pour un autre partage des richesses, il y a urgence à revaloriser les minima sociaux, les pensions et les bas salaires afin d'assurer une véritable justice sociale.

Le SMIC doit immédiatement être porté à 1700 € et des négociations salariales doivent s'ouvrir dans toutes les branches professionnelles. Porter le SMIC à 1700 euros avec la réévaluation des salaires sur cette base, ce n'est pas un coût, c'est uniquement reprendre les richesses que nous créons et qu'ils nous volent!

L'augmentation des salaires au service de l'économie réelle

Notre salaire est un des piliers majeurs de l'indispensable redistribution des richesses que revendique la CGT. Par exemple, pour la seule Haute-Garonne, le SMIC à 1700 euros et la réévaluation des salaires sur cette base apporteraient 2,5 milliards d'euros de masse salariale supplémentaire dans l'économie réelle et locale, ainsi que 1,5 milliards de cotisations sociales en plus. Si l'on ajoute les 1 milliard de fraude fiscale que connaît notre département, on voit bien que les solutions et l'argent existent!

La protection sociale !

Alors que de plus en plus d'assurés sociaux renoncent à des soins nécessaires, que les personnels hospitaliers croulent sous les tâches du fait de l'ampleur des sous-effectifs, le gouvernement entend donner un nouveau tour de vis en 2015.

Sans aucun état d'âme, il amplifie les politiques de rationnement. Ainsi pour 2015, la non revalorisation des prestations familiales, des pensions d'invalidité et des rentes accidents du travail-maladies professionnelles devraient s'ajouter aux restrictions déjà décidées et au 25 milliards de fraude aux cotisations sociales des entreprises.

La CGT revendique une Sécurité sociale de haut niveau répondant aux besoins de chacun.

Toutes et tous agissons

SALAIRES, PENSIONS, EMPLOI, SERVICES PUBLICS, PROTECTION SOCIALE, DEMOCRATIE

STOP A L'AUSTERITE !!

Le 09/10/2014